

ARRETE TEMPORAIRE N°2025T0198

Portant réglementation du stationnement et de la circulation sur la D323
Commune de Jonquières

Hors agglomération

La Présidente du Conseil Départemental,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 411-25 et R. 413-1

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire

VU la demande en date du 26/02/2025 émise par l'entreprise NEXT TP

CONSIDÉRANT que des travaux de remplacement de poteaux en lieu et place pour tirage de cable nécessitent de réglementer le stationnement et la circulation.

ARRÊTE

Article 1 : À compter du 03/03/2025 et jusqu'au 11/04/2025, les prescriptions suivantes s'appliquent sur la D323 du PR 7+0451 au PR 7+0607 et du PR 7+0883 au PR 7+0920 :

- Le dépassement des véhicules, autres que les deux-roues, est interdit ;
- La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h ;
- La circulation est alternée par feux ou K10, avec émetteurs récepteurs ;
- L'arrêt et le stationnement des véhicules sont interdits.

Ces dispositions sont applicables de 07 h 00 à 17 h 30, du lundi au vendredi inclus.

Article 2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, l'entreprise NEXT TP sous le contrôle des services de la Direction Routes et Mobilités du Département de l'Aude - Division territoriale Corbières-Minervois. La signalisation temporaire doit être conforme aux conditions d'emploi mentionnées dans le guide technique SETRA - Manuel du Chef de Chantier - CF 24 et CF 24 avec émetteurs récepteurs.

Article 3 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le Directeur Général des Services, le Commandant du groupement de gendarmerie de l'Aude, le Directeur départemental de la sécurité publique et le Directeur de l'entreprise chargée des travaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié conformément à la réglementation en vigueur. ;

Fait à Carcassonne, le 26/02/2025
La Présidente du Conseil Départemental

Le Directeur des routes
et de la mobilité

Stéphane Gervais

DIFFUSION: SDIS - EDSR - Région Occitanie Transports Aude - Entreprise - Mairie

La Présidente du Conseil Départemental de l'Aude certifie exécutoire le présent arrêté pour avoir été porté à la connaissance le 26 février 2025